

Transformation écologique et sociale au Maroc et à l'échelle de l'Afrique

Analyse régionale **Tunisie 2**



Étude d'analyse de pays : la Tunisie

Transformation sociale et écologique en Tunisie
Recherche d'un nouveau modèle de
développement : Justice sociale et
développement durable



Sigles et acronymes	 6
Introduction	 7
1. Documentation scientifique et approches en matière de transformation sociale et écologique en Tunisie	 8
2. Défis et débats de la transformation sociale et écologique en Tunisie	 9
Transition énergétique	10
Environnement, pollution et ressources naturelles	11
Changement climatique et pénurie d'eau	12
Inégalité d'accès à l'eau et à la terre	12
Agriculture	13
Biodiversité	13
Débats de société et écologiques contemporains	14
3. Cadres réglementaires et politiques	 14
4. Définitions, objectifs, discours et stratégies des acteurs politiques	 16
5. Conclusion : Propositions de solutions socioécologiques alternatives conduisant à une économie durable et juste	 18
Liste des références	 20
Liste des entretiens	 22



■ Sigles et acronymes

ARP	Assemblée des Représentants du Peuple
CCFD	Comité catholique contre la faim et pour le développement - Terre Solidaire
CCNUCC	Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (1992)
COP22	Conférence des Parties (22ème session à Marrakech, novembre 2016)
CPD	Contributions prévues déterminées au niveau national
CPG	Compagnie de phosphates de Gafsa
FTDES	Forum Tunisien pour les droits économiques et sociaux
GCT	Groupe Chimique Tunisien
GI	Infrastructure verte
GIZ	Gesellschaft für internationale Zusammenarbeit
INS	Institut National de la Statistique
LTDH	Ligue Tunisienne des Droits de l'Homme
MENA	Moyen-Orient et Afrique du Nord
MW	Mega Watt
ODD	Objectifs de développement durable
ONG	Organisation non gouvernementale
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PST	Plan solaire tunisien
STEG	Société Tunisienne de l'Électricité et du Gaz
TND	Dinar tunisien
UGTT	Union Générale Tunisienne du Travail
WBGU	Wissenschaftlicher Beirat der Bundesregierung Globale Umweltveränderungen

■ Introduction

Les problèmes écologiques représentent un défi important pour la situation environnementale et sociale en Tunisie, bien que la Tunisie soit moins concernée que les autres pays de la région MENA et de la région voisine du Sahel par les défis écologiques induits par le climat. On estime cependant que la pénurie d'eau deviendra un problème majeur à partir de 2025. Les premières coupures des services d'eau ont déjà eu lieu en 2013 en raison de pénuries. Le changement climatique et l'urbanisation croissante intensifient le problème posé par l'eau : la consommation croissante d'eau par la population urbaine s'accompagne d'une demande croissante en eau de la part des secteurs industriels et agricoles. Parallèlement au processus d'urbanisation, les développements démographique et économique, de même que la demande en énergie connaissent également une augmentation significative. La désertification touche en particulier les régions les plus pauvres du sud de la Tunisie, et les changements saisonniers les plus importants concernent toutes les régions en termes d'évolution et de précipitations imprévisibles, de perturbations météorologiques et d'intempéries graves. La biodiversité est menacée par les déchets chimiques, notamment dans la région du golfe de Gabès, ainsi par les pollutions agricole et industrielle. Les principaux problèmes sociaux demeurent le chômage, l'exclusion sociale, les déséquilibres régionaux ainsi que la corruption.

La Tunisie a ratifié en 1993 la convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques ainsi que le protocole de Kyoto en 2002. La participation à la COP22 au Maroc en novembre 2016 et à la ratification des Accords de Paris en octobre 2016 illustrent la volonté politique du gouvernement tunisien actuel de définir des mesures de développement durable et de lutter contre le changement climatique dans le cadre de son programme politique. Le plan de développement tunisien (2016-2020) comprend des objectifs d'économie verte et de développement durable (tels qu'une réduction de la consommation d'énergie de 30 % d'ici 2030, la réduction des gaz à effet de serre et la protection de l'environnement). Néanmoins des mesures concrètes restent à définir et mettre en œuvre. La sensibilisation au changement climatique et aux défis environnementaux a augmenté en Tunisie au cours de la dernière décennie et cette sensibilisation est désormais plus présente dans les médias et le débat public. Mais, de manière générale, les politiques continuent d'être conçues et mises en œuvre selon une approche descendante. La participation des citoyens et des ONG dans le processus de prise de décision reste limitée, ce qui permet d'expliquer, entre autres, les faibles progrès accomplis en matière de décentralisation. Si un débat politique et sociétal sur un nouveau modèle de développement a bien été lancé, les décisions importantes restent encore à prendre. Les propositions concernant un développement durable et écologique à moyen ou long terme, formulées par les différents partis politiques, demeurent souvent floues. Il existe de plus petits projets écologiques en développement depuis une dizaine d'années, et encore plus intensément depuis 2011, par exemple dans le domaine du tourisme écologique (éco-exploitations, itinéraires de randonnées écologiques) ou dans la production de produits agricoles biologiques. Mais ces types de projets sont petits, assez peu fréquents et ne s'inscrivent pas dans le cadre d'une initiative ou d'une stratégie gouvernementale coordonnée plus globale. Des efforts ont été faits, en partie avec le soutien de la communauté internationale, pour améliorer l'infrastructure de distribution d'eau, réaliser des économies et mieux gérer la précieuse ressource. La Tunisie dispose par ailleurs d'un ambitieux programme d'énergies renouvelables, incluant l'extension de la production et de la consommation d'énergies éolienne et solaire. Mais ces décisions sont généralement prises sans une implication majeure de la population locale ou des acteurs de la société civile.



Les définitions et la compréhension des Objectifs de développement durable (ODD) et du Traité sur le climat (qui représentent actuellement les processus les plus importants en matière de transformation socioécologique) définis par le discours gouvernemental officiel et les organisations internationales (voir WBGU 2016) diffèrent en partie des définitions, de la compréhension et des perceptions des acteurs de la société civile. Mais en général et de l'avis des organisations de la société civile tunisienne, leur compréhension de la «transformation écologique et sociale» se rapproche plus de la vision de la communauté internationale que de celle des ministères nationaux et des décideurs politiques. En termes de valeurs, de normes et de récits, la transition vers un régime énergétique à faible émission de carbone est un objectif majeur, tout en s'inscrivant dans une vision et une approche plus globales et plus systémiques de l'écologie sociale. La valorisation des ressources naturelles, l'égalité de l'accès à l'eau et aux terres et l'ancrage constitutionnel des ressources naturelles en tant que patrimoine commun sont au premier plan. Des instruments politiques concrets pour la mise en œuvre du Programme de développement durable des Nations Unies à l'horizon 2030 en Tunisie sont encore en cours d'élaboration, et comprennent notamment un examen des méthodes de collecte de données, une amélioration du processus de suivi et d'examen. Adoptés en septembre 2015, les 17 ODD et l'Agenda 2030 sont entrés en vigueur le 1er janvier 2016 et devraient être mis en œuvre par tous les pays jusqu'en 2030 pour mettre fin à toutes les formes de pauvreté, pour lutter contre les inégalités et également pour s'attaquer au changement climatique. Ces processus internationaux sont utiles dans le sens où la conscience et les connaissances écologiques en Tunisie prennent plus d'ampleur, et dans le sens où les autorités tunisiennes sont mises au défi de faire progresser la mise en œuvre de l'Agenda 2030, et enfin, dans la mesure où la société civile et les initiatives locales reçoivent une plus grande solidarité et reconnaissance internationales.

Cet article présente un **aperçu de la documentation scientifique** sur le sujet de la transformation sociale et écologique en Tunisie (section 1), sur la situation actuelle de la transformation sociale et écologique en Tunisie, **sur les défis majeurs, les sujets débattus et l'impact de ces défis** sur la croissance économique et la cohérence sociale en Tunisie (section 2). Le présent article analyse également les **réglementations et les cadres politiques** (section 3), identifie **les acteurs politiques pertinents** et leurs objectifs, leurs discours et leurs stratégies ainsi que leur rôle dans les prises de décision (section 4), et avance des **propositions de solutions socioécologiques alternatives** conduisant à une économie durable et juste (section 5).

■ 1. Documentation scientifique et approches en matière de transformation sociale et écologique en Tunisie

Les discours récents soulignent la dimension planétaire et l'augmentation de la crise sociale et écologique due aux effets négatifs du capitalisme sur la nature et les personnes, et proposent plutôt d'apprendre de la nature en **développant des systèmes socioécologiques résilients** (Magdoff/Williams 2017). La gestion durable des ressources naturelles doit s'accompagner de processus d'apprentissage social (Pahl-Wostl/Hare 2014). Une piste importante pour développer des systèmes socioécologiques alternatifs consiste à transformer les régimes énergétiques existants via une transition socioécologique et à réduire les changements climatiques. **Les transitions socioécologiques** sont définies comme des transitions entre deux régimes énergétiques sociétaux différents et des changements écologiques co-dépendants, autrement dit les sources et les technologies dominantes de conversion de l'énergie (Fischer-Kowalski et al 2012). Historiquement, la transition principale a été le passage de régimes

agraires vers des régimes industriels et énergétiques consommateurs de combustibles fossiles, ce qui a certes permis d'atteindre une phase de stabilisation énergétique et matérielle, tandis que d'autres sociétés internationales ont entamé l'étape suivante de transition **des combustibles fossiles au profit des sources d'énergie à faible émission de carbone (solaire et autres)** (Fischer-Kowalski et al 2012). Ces processus de transition se déroulent dans un **contexte de changement social**, comprenant des transitions de modèles politiques et/ou économiques, des évolutions démographiques ou des processus d'urbanisation.

Depuis 2011, la **Tunisie** traverse un profond processus de transition politique et institutionnel (Mühlberger 2017, Redissi 2016, Schäfer 2015, M'Rad 2015), offrant des opportunités pour l'avancée simultanée de la transformation sociale et écologique et l'approfondissement de l'interdépendance de ces processus. En Tunisie, la transition partielle du régime agricole vers un régime industriel basé sur les combustibles fossiles s'est déroulée au cours des années 1970, mais l'agriculture est restée importante, et les ressources pétrolières restreintes. Depuis les années 2000, et encore plus depuis la révolution tunisienne de 2011, les efforts pour faire avancer la transition vers un régime d'énergie renouvelable se sont intensifiés, même s'ils sont encore loin d'être généralisés. La plupart des analyses scientifiques portent sur la transition énergétique, sur la dimension économique et technologique, tandis que les dimensions politiques, sociales, écologiques ou géographiques sont moins étudiées, bien que le rôle politique de l'acteur dominant dans le secteur de l'énergie, la Société tunisienne de l'électricité et du gaz (STEG), soit très pertinent dans notre compréhension du régime énergétique tunisien (Rocher/Verdeil 2013). Les analyses existantes sur la transformation sociale et écologique abordent des sous-thèmes, des approches, des acteurs ou des régions spécifiques, par exemple l'importance historique des oasis, notamment dans le sud tunisien, avec notamment leur caractère changeant et la nécessité de développer de nouvelles typologies (Veyrac-Ben Ahmed/Abdedayem 2017). Les analyses existantes abordent également le potentiel des **zones montagneuses** dans la région nord-ouest pour le développement humain, grâce à la mise en œuvre d'une **approche d'infrastructure verte** (Madyouni 2013). L'impact social de la transformation écologique a, par exemple, été analysé dans le débat sur des concepts contestés tels que «l'économie verte» ou «l'écologisation des emplois», mais dépasse rarement la question de la création potentielle d'emplois. L'impact social plus large et plus profond de la transformation écologique en Tunisie n'a, à ce jour, pas encore été étudié.

■ 2. Défis et débats de la transformation sociale et écologique en Tunisie

Les principaux **défis sociaux** comprennent l'exclusion sociale, le chômage (15 % de chômage général, 30 à 40 % de chômage chez les jeunes), l'injustice sociale, les déséquilibres régionaux et la corruption. La monopolisation par les élites des accès à l'eau, aux terres et aux ressources minières ainsi que les privations de la population rurale font également partie de ces défis. Ces derniers sont principalement des conséquences de l'ancien régime de Ben Ali, mais sont également dus à la crise socio-économique depuis 2011, et au manque d'affirmation des nombreux gouvernements changeants depuis 2011 (sept gouvernements en seulement six ans). Les **défis écologiques** principaux comprennent les ressources naturelles limitées, la transition énergétique, la pollution et les déchets, la pénurie d'eau, l'accès inégal aux terres et à l'eau, les impacts négatifs de l'agriculture et de l'industrie, la menace sur la biodiversité et les impacts du changement climatique. L'interdépendance des dimensions à la fois écologiques et sociales est particulièrement notable dans les secteurs économiques ou les processus de production industrielle ayant un impact négatif sur l'environnement et le climat (tels que les secteurs du textile, du tourisme de masse,

l'industrie pharmaceutique et l'industrie agroalimentaire)¹. Ces secteurs sont des sources importantes d'emploi, et il n'existe toujours pas de solutions alternatives convaincantes quant à leur transformation de manière socialement et écologiquement durable. Le secteur textile, par exemple, est l'un des secteurs économiques les plus importants et les plus anciens de l'économie tunisienne, ainsi qu'une importante source d'emplois. Les femmes, en particulier, représentant la majorité des salariés du secteur textile souffrent souvent de conditions de travail difficiles (avec de longues heures de travail, des objectifs de production inatteignables, l'utilisation de produits nocifs pour la santé, et des bas salaires). Jusqu'à présent, aucune réforme concrète n'a abordé la manière dont ces conditions de travail pourraient être transformées socialement et écologiquement sans mettre en péril les emplois existants.

Transition énergétique

En tant que pays importateur de pétrole, la Tunisie dépend à 90 % du pétrole et du gaz algérien et libyen. Les quelques champs pétroliers et gaziers existants (principalement dans le sud) sont exploités par des sociétés internationales et tuniso-internationales. En raison du développement global progressif du pays (malgré le fait que la Tunisie a récemment été déclassée par la Banque mondiale pour passer d'une économie à revenu moyen supérieur à une économie à revenu intermédiaire inférieur), la demande énergétique est en augmentation constante, en particulier parmi les classes moyennes urbaines. En parallèle, les prix augmentent et la vie quotidienne est devenue plus difficile pour un grand nombre de personnes. Depuis 2011, par exemple, les tarifs d'électricité ont augmenté de 10 %². La climatisation est un des principaux facteurs de consommation d'énergie. Les grandes chaleurs estivales conduisent à des utilisations très importantes des systèmes de climatisation, menant à des pics de consommation d'énergie (avec par exemple 4025 MW en août 2017 en une seule journée). Des investissements et un soutien à l'utilisation du photovoltaïque résidentiel plus importants permettraient de mieux répondre aux fortes demandes énergétiques durant l'été, en milieu de journée. Les investissements dans la production de chaudières solaires, de mesures d'isolation des bâtiments, et d'installations de systèmes photovoltaïques dans les résidences privées, entre autres, pourraient être amortis dans un délai raisonnable (GIZ 2012 : 4) et réduire les coûts liés à la climatisation.

Les autorités tunisiennes se sont engagées, dans le cadre du Plan solaire tunisien (PST), à mettre en œuvre une transition énergétique et ces mêmes autorités ont l'intention d'augmenter la part des énergies renouvelables au sein de l'offre énergétique, afin de réduire la dépendance énergétique et de changer les tarifs des hydrocarbures. Actuellement, les énergies renouvelables représentent environ 4 % de l'offre énergétique. Les parcs éoliens de Sidi Daoud (Cap-Bon) et de Bizerte sont deux des sites importants. L'objectif du « **Plan d'Action des Énergies Renouvelables de la Tunisie 2030** », basé sur la loi énergétique de 2015 (loi n° 12 du 11.5.2015), vise à renforcer à la fois les ressources nationales fossiles et renouvelables pour atteindre 30 % de la production électrique à partir de sources d'énergies renouvelables d'ici 2030 (en installant 1000 MW lors de la première phase entre 2017 et 2020 et 1250 MW lors de la seconde phase, entre 2021 et 2030)³. L'objectif est également de réaliser 17 % d'économies d'énergie sur la période entre 2016 et 2020. **Les politiques énergétiques** sont une source de controverses politiques en Tunisie, en raison des intérêts divergents des différents acteurs impliqués. L'acteur

dominant dans le domaine de l'énergie reste la société STEG. La STEG continue de s'opposer à sa privatisation – qu'elle considère comme un risque, tandis que les investisseurs privés souhaitent plus de concurrence (Rocher/Verdeil 2013 : 294). L'accès à l'énergie a également une signification politique importante en Tunisie, car il est lié à la fierté de l'autosuffisance nationale, de l'intégration nationale et de l'accès à la modernité matérielle (Rocher/Verdeil 2013 : 294). Depuis la révolution tunisienne, les critiques envers la STEG se font plus vives. Les acteurs qui contestent le monopole de la STEG ou défendent d'autres visions globales, basées sur l'écologie, sont incapables d'imposer leurs visions et donc de recentrer le débat sur des questions telles que le coût de la transition (soulignant la baisse des coûts des solutions renouvelables et l'augmentation des subventions) (Rocher/Verdeil 2013 : 294).

Depuis 2011, de multiples manifestations, « sit-in », grèves et manifestations à l'intérieur et autour des différents sites pétroliers et gaziers du Sud ont eu lieu. Différentes entreprises internationales et tuniso-internationales d'exploitation pétrolière et gazière ont menacé d'arrêter leur production et/ou de quitter le pays, arguant des interruptions trop récurrentes des exploitations par des grèves et des « sit-in » (par exemple la société italo-tunisienne Sitep à Tataouine). Des partis politiques comme Al Irada (de l'ancien président Moncef Marzouki) demandent une nationalisation des ressources pétrolières tunisiennes et de leur exploitation. En 2017, de nombreux conflits, « sit-in » et manifestations ont eu lieu sur les champs pétroliers d'El Faouar (gouvernorat de Kébili), exploités par la firme canadienne Winstar, et à El Kamour (Tataouine)⁴. Les manifestants réclamaient la reprise du travail ainsi que le paiement de leurs salaires impayés (plusieurs mois pendant la suspension de la production due aux manifestations dans les rues). L'Union générale tunisienne du travail (UGTT) et les syndicats de la santé et de l'éducation ont soutenu les manifestants et leur action. Les populations locales vivant à proximité des sites pétroliers ont par ailleurs le sentiment qu'elles ne bénéficient pas suffisamment des retombées de l'exploitation pétrolière : elles réclament plus d'emplois, des salaires plus élevés et de meilleures conditions de travail. Outre ces conflits sociaux, les luttes concernent la propriété et le profit tiré des ressources naturelles (pétrole, gaz, phosphate). Les droits d'exploitation et les conditions d'exploitation demandent à être redéfinis.

Environnement, pollution et ressources naturelles

Deux exemples majeurs de problèmes litigieux sur le plan de l'impact environnemental sont liés à l'extraction de phosphate dans le bassin minier de Gafsa et à l'industrie chimique à Gabès.

À **Gafsa**, la pollution est une menace pour l'environnement. En outre, la population locale est préoccupée par le chômage et l'inégalité des transferts de bénéfices issus de l'exploitation des ressources naturelles de la région par la Compagnie des phosphates de Gafsa (CPG). L'une des principales ressources naturelles de la Tunisie est en effet le phosphate (4^e producteur mondial). L'extraction et l'exportation du phosphate sont les secteurs industriels les plus importants de l'économie tunisienne. Des conflits sociaux dans les zones d'exploitation de phosphate ont déjà éclaté à différentes occasions dans le passé (en 2008, par exemple). Plus récemment, Gafsa a également été un des foyers de la révolution de jasmin. Depuis lors, la production a souvent été interrompue plusieurs mois d'affilée.

À **Gabès**, le phosphogypse, les autres déchets acides et l'épuisement des nappes phréatiques ont détruit au fil des

1 BAD / OCDE / PNUD (2017) : Perspectives économiques en Afrique, Tunisie 2017 : Les quelque 5590 entreprises industrielles sont principalement présentes dans l'agroalimentaire (25,4%), le textile et l'habillement (25,1%) et les industries mécaniques, métallurgiques et chimiques (22,5%), représentant 73% de l'industrie tunisienne. Tunis : BAD.

2 Achourouk, 20.6.2014.

3 <http://www.rcreee.org/news/tunisia-announces-renewable-energy-action-plan-2030> (25.8.2017).

4 Le chômage chez les jeunes est particulièrement élevé dans ces régions. La situation s'est améliorée, mais ces jeunes attendent toujours le développement de leur région et des perspectives d'avenir. Beaucoup demeurent très déçus et méfiants à l'égard de l'État et prêts à se mobiliser très rapidement.



ans le golfe et l'oasis maritime (zone de Chenini). Cette oasis maritime représente une singularité environnementale, car il s'agit de la seule oasis maritime au monde, aujourd'hui menacée de disparition. L'entreprise publique Groupe Chimique Tunisien (GCT) soustrait l'eau de l'oasis, pollue l'air, l'eau, le sol et la mer. La faune et la flore ont été progressivement détruites depuis 40 ans. Ce problème écologique a un impact négatif sur les pêcheurs locaux (avec l'épuisement des ressources halieutiques), sur la santé de la population locale (avec des taux élevés de cancer et autres maladies), sur la palmeraie (raréfaction de l'eau) et enfin sur le tourisme (en déclin). Cet exemple illustre la façon dont la destruction de l'environnement anéantit également les possibilités de développement local.

Des problèmes similaires existent à Sfax où, en raison de l'**industrie chimique**, l'île ou l'archipel de **Kerkennah** (gouvernorat de Sfax) souffre de la pollution causée par la proche extraction des hydrocarbures. L'industrie chimique ne respecte pas les normes écologiques et il n'existe pas de contrôle systématique ni de pénalités imposées par l'État. En 2016, le littoral de Kerkennah a été pollué par les rejets pétroliers et industriels issus des plates-formes pétrolières maritimes. Ce type d'accident nuit non seulement à l'environnement écologique de l'île, mais également au tourisme et donc à la survie financière de la population locale.

Changement climatique et pénurie d'eau

Les ressources hydriques sont assez restreintes en Tunisie. Le climat tunisien est de type « méditerranéen » au nord et « saharien » au sud (semi-aride à aride dans les 3/4 du pays). La disparité des précipitations se caractérise par une grande irrégularité, de 1 200 mm au nord (3 % du pays) à moins de 50 mm au sud (40 % du pays). La moyenne des précipitations annuelles est de 220 mm ce qui équivaut à 36 milliards de m³ par an.⁵ L'aridité est un phénomène fréquent et naturel en Tunisie (2 à 4 années arides pour 1 à 2 années pluvieuses). Les ressources en eau sont déficitaires. La Tunisie fait partie de ces pays qui connaîtront un stress hydrique très important d'ici à 2040.⁶ La désertification progresse au sud. 75 % de la population utilise des eaux souterraines comme source d'eau potable principale. Mais les pénuries d'eau sont également dues à la consommation intensive d'eau dans certains secteurs économiques, tels que le tourisme, l'industrie textile ou l'agriculture. Cela pose d'autant plus de problèmes que ces secteurs économiques font partie de ceux qui emploient le plus grand nombre de personnes. La Tunisie est assez développée en matière de planification et de gestion des ressources en eau et ses faibles ressources hydrauliques sont presque entièrement mobilisées (Chahed/Besbes/Hamdane 2010).

Inégalité d'accès à l'eau et à la terre

L'accès à l'eau et à la terre est un défi de taille pour les localités. Les propriétés appartenant à l'état fédéral sont celles qui avaient été confisquées pendant la colonisation avant d'être réappropriées par l'État à l'indépendance. En 2017, l'État continue à mettre en place un modèle centralisé et soit il refuse l'accès de ces propriétés aux initiatives de la société civile (par exemple les projets locaux d'entrepreneuriat social), soit il privilégie l'utilisation de cette terre par des opérateurs privés dans la recherche exclusive de profit. Les petits paysans sont marginalisés par la politique agricole, et le droit à la terre n'est pas mis en application. Les organisations de la société civile exigent une répartition plus juste et plus équilibrée de ces profits à l'échelon national, et un accès à la terre et à l'eau plus équitable et plus transparent.

5 <http://www.leaders.com.tn/article/22807-la-tunisie-est-elle-menacee-de-secheresse> (23.8.2017).

6 http://www.wri.org/sites/default/files/uploads/water_stress_world_map_large.jpg (23.8.2017).

Agriculture

L'un des problèmes majeurs dans le système agricole est l'utilisation intensive d'eau dans la production de fruits, de légumes et de fleurs (dont la plus grande partie est destinée à l'exportation), et ce, malgré les ressources limitées en eau. La Tunisie exporte différents produits alimentaires, mais dans le même temps, elle dépend aussi d'importations alimentaires. 60 à 70 % du blé est importé malgré le fait qu'une grande partie de ce blé pourrait être cultivé en Tunisie.⁷

À Djerba par exemple, avec la fin du système d'agriculture oasisienne dans les années 1970, les problèmes d'approvisionnement en eau pour l'agriculture se faisaient déjà sentir. Cela a entraîné une diminution des ressources en eau et aujourd'hui les eaux souterraines précieuses sont utilisées pour l'agriculture.⁸ Dans le cas de l'huile d'olive, qui est le produit d'exportation le plus important (3^e plus grand pays exportateur d'huile d'olive au monde), les liens entre les habitudes alimentaires, le commerce et l'affectation des terres deviennent bien visibles : la production d'olive (et d'huile) est de plus en plus industrialisée, les paysages sont de plus en plus transformés en monocultures d'olives, et les pressions environnementales augmentent.

Mais au-delà de cette problématique liée à l'huile d'olive, cela est surtout dû à l'intensification et la mécanisation excessive de l'agriculture pas toujours adaptées aux conditions géographiques et sociales locales passées comme présentes. L'utilisation massive de pesticides, d'insecticides et d'engrais chimiques, ainsi que l'utilisation de ressources hydrauliques limitées pour l'exploitation minière ont conduit à une dégradation de la qualité des sols, une pollution chimique de l'eau et de la terre, un épuisement des ressources, la salinisation des réservoirs d'eaux souterraines, et une dépossession progressive des moyens de production des petits paysans et donc une perte de leur sécurité alimentaire.⁹ C'est également le cas à Sidi Bouzid, par exemple, qui est l'une des régions agricoles les plus importantes de Tunisie. Ici, les investissements dans les industries agroalimentaires viennent des zones côtières, mais la région de Sidi Bouzid en elle-même et la population qui y vit bénéficient très peu de ces investissements.

Biodiversité

Les régions montagneuses au nord-ouest de la Tunisie sont des écosystèmes riches, mais fragiles, où les antagonismes entre la préservation de la biodiversité et le développement humain deviennent de plus en plus visibles (Madyouni 2013). Les gens vivant dans ces régions souffrent de l'éloignement et du manque de développement. Le développement des infrastructures a un impact négatif sur la biodiversité de ces régions, mais la planification spatiale d'infrastructures vertes (GI) pourrait bénéficier aux systèmes naturels comme aux systèmes humains (Madyouni 2013), car elle prend en compte les conditions et processus naturels existants. Les infrastructures vertes fournissent des approches pour résoudre les défis climatiques, et incluent des composants tels qu'une plus grande biodiversité. Suite au développement des infrastructures, de graves feux de forêt dus à des incendies criminels ont détruit des maisons et une population importante d'arbres dans ces régions du nord et du nord-ouest au cours de l'été 2017 (p. ex., au Mont Lahrech dans le Gouvernorat de Béja, plusieurs suspects ont été arrêtés en août 2017), ce qui a affecté la nature et la population locale. Le golfe de Gabès est un autre exemple de destruction de la biodiversité en termes de flore et de faune (voir le paragraphe intitulé « Environnement, pollution et ressources naturelles »).

7 A civil society initiative is trying to revalorise local wheat grains and cultivation in Douze and Tozeur, by sensitising the local peasants, and by combating against the use of imported hybrid seeds.

8 http://www.huffpostmaghreb.com/habib-ayeb/lecologie-en-tunisie-entr_b_9304348.html

9 http://www.huffpostmaghreb.com/habib-ayeb/lecologie-en-tunisie-entr_b_9304348.html

Débats de société et écologiques contemporains

Outre les changements climatiques, les débats sociétaux et écologiques actuels tournent autour des concepts de « villes intelligentes », de gestion des déchets et de la dimension sociale du développement.

Depuis 2011, plusieurs conférences sur le thème de **l'avenir de la ville (« ville intelligente »)** ont eu lieu. Le débat inclut des réflexions sur le développement futur des villes et de l'urbanisme sous l'angle du développement environnemental durable, mais également des processus de numérisation.

Depuis 2011, la **gestion des déchets** est un sujet majeur dans les médias et le débat public, et cela reste toujours un problème. La gestion des déchets ne concerne pas uniquement le problème des déchets visibles dans l'espace public à travers tout le pays, mais également les problèmes liés aux services publics de nettoyage, à l'incinération des déchets et à la valorisation des déchets. De plus, les déchets industriels et agricoles représentent un problème majeur. La qualité de la collecte des déchets, de leur traitement et de leur élimination s'est détériorée depuis 2011. La Tunisie produit environ 2 à 3,5 millions de tonnes d'ordures ménagères chaque année ; les déchets recyclables sont estimés à 1 million de tonnes chaque année, mais seuls 50 % des déchets produits sont éliminés dans des décharges contrôlées (GIZ 2014).

Le problème central sur le plan de la **dimension sociale du développement** reste le chômage massif des jeunes. Le **chômage** fut l'un des principaux déclencheurs de la révolution tunisienne. Mais ceux qui ont protesté activement en 2011, qui ont participé aux manifestations, aux blocages de rues ou aux grèves de la faim sont très déçus par les résultats de cette révolution tunisienne. Dans bien des cas, ces anciens protestataires n'ont rien obtenu si ce n'est un emploi précaire, souvent sur des chantiers de construction de projets de développement.¹⁰ Mais ce genre de travail temporaire, peu payé et précaire ne résout pas le problème de chômage structurel et n'offre pas non plus de perspective à moyen ou long terme pour la jeune génération (Schäfer 2018).

3. Cadres réglementaires et politiques

Le « succès » du modèle de croissance économique de Ben Ali n'a pas uniquement été mis en avant aux dépens des populations les plus pauvres, mais aussi aux dépens de l'exploitation environnementale des ressources du pays et en s'accommodant des impacts négatifs de la pollution. Depuis 2011, le cadre politique a radicalement changé avec l'instauration de la Seconde République, la tenue d'élections libres, de nouvelles institutions, des libertés politiques et le pluralisme des partis politiques (Mühlberger 2017, Redissi 2016, Schäfer 2015, M'Rad 2015).

La nouvelle constitution du 26 janvier 2014 garantit pour la première fois le **droit à un bon climat et à un environnement** équilibré : « Le droit à l'eau est garanti. La préservation de l'eau et son utilisation rationnelle sont un devoir pour l'État et la société » (Art. 44) ainsi que le droit à un environnement sain (Art. 45) : « L'État garantit le droit à un environnement sain et équilibré et la participation à la sécurité du climat. L'État se doit de fournir les moyens nécessaires à l'élimination de la pollution environnementale. »¹¹ Cela signifie que les deux articles

incluent également le droit à un développement durable et à des services de base tels que l'assainissement, l'accès à l'eau potable et la gestion des déchets. Cependant les articles 44 et 45 doivent encore être concrétisés par le biais d'un cadre juridique complet mis en place par l'Assemblée des Représentants du peuple (ARP). Par exemple, les infractions ou violations des droits environnementaux ne sont pas sanctionnées, et les données sur l'assainissement et les questions environnementales ne sont pas encore publiées ou accessibles en toute transparence. Certaines petites mesures environnementales ont commencé à être prises, par exemple l'interdiction des sacs en plastique dans les grands supermarchés depuis 2016/2017.¹² Avant cela, 1 milliard de sacs en plastique étaient utilisés chaque année, et ils finissaient bien souvent dans la mer ou dans le sol. Toutefois, les supermarchés et magasins plus petits continuent à utiliser des sacs en plastique.

La Tunisie a ratifié la **convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique** en 1993, et le protocole de Kyoto en 2002. La Tunisie a signé l'Accord de Paris (contenir le réchauffement climatique en dessous des 2 °C) en avril 2016, elle l'a ratifié en octobre 2016 et elle a participé à la COP22 au Maroc en novembre 2016. La Tunisie a contribué à l'identification et l'élaboration des Objectifs de développement durable à l'horizon 2030 (17 ODD) adoptés en 2015 par l'assemblée générale des Nations Unies, en collaboration avec les organisations des Nations Unies en Tunisie (principalement le PNUD), et en participant ou groupe de travail ouvert sur l'Agenda 2030. Les ODD sont progressivement intégrés dans le Plan de développement national tunisien (2016-2020). Le PNUD a soutenu la participation de la Tunisie à la COP22 à Marrakech en novembre 2016. Une délégation de parlementaires, de représentants des institutions publiques, du secteur privé, de la société civile et des médias a participé sous la direction du Premier ministre Youssef Chahed et du ministre des Affaires locales et de l'Environnement Riadh Mouakhar. En participant, la Tunisie avait pour objectif de présenter les politiques nationales de développement durable, de soutenir des projets publics et privés, et d'explorer les opportunités potentielles de financement, de transfert technologique et de renforcement des capacités. En décembre 2016, le gouvernement tunisien et les Nations Unies ont signé un accord d'assistance pour le processus d'évaluation de mise en œuvre et de suivi des ODD. La « Contribution déterminée au niveau national (CDN), » qui est le programme mesurant la réduction des émissions de CO2 avant 2030, a été soumise par la Tunisie au Secrétariat de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) en septembre 2015. **Trois axes sont privilégiés** dans ce processus en Tunisie : le renforcement des capacités nationales et locales dans les zones côtières devant faire face aux changements climatiques, la transition énergétique pour un développement à faible émission de carbone et le plan de développement national pour servir de moteur à une économie tunisienne résiliente face aux changements climatiques avec de faibles émissions de carbone.

Pour ce qui est des initiatives de l'état et des cadres politiques, **la responsabilité sociale et écologique des entreprises** est un autre défi à relever. Dans le passé, il y a eu quelques tentatives pour faire avancer la réglementation sur la responsabilité sociale des entreprises. La responsabilité sociale des entreprises est un point qui a été soulevé dans le contexte de la mise en œuvre de l'Accord de libre-échange avec l'UE depuis 1995 ; les entreprises d'exportation en particulier ont commencé à adopter les normes internationales de certification et prendre en compte les aspects sociaux et écologiques (Koleva/Gherib 2012). Mais comparé aux pratiques internationales, le respect des normes sociales et écologiques reste encore bien faible dans un grand nombre d'entreprises. D'après les entreprises elles-mêmes, cela peut s'expliquer par l'absence de pression de l'état, le manque d'information et de connaissances/ de contrôle des outils existants ou adéquats (Koleva/Gherib 2012). Les outils de responsabilité sociale sont par

¹⁰ These kind of jobs are often little paid with about 200 TND, which is about 80 EUR per month; <http://ccfd-terresolidaire.org/infos/developpement/en-tunisie-les-5816> (15.8.2017).

¹¹ The Constitution of the Tunisian Republic, adopted on 26 January 2014. Translation by UNDP and IDEA.

¹² It is rather an agreement between the state and large shopping malls and super markets, such as Monoprix, than a formal interdiction.



exemple : le prêt d'argent, le crédit ou l'aide aux employés pour les congés, l'étude des opportunités, le pèlerinage, l'amélioration de la sécurité et des conditions d'hygiène au travail, ou encore la lutte contre le gaspillage des ressources. Toutefois, la mise en œuvre pratique des dimensions sociales et écologiques de la responsabilité sociale reste informelle et n'est pas systématiquement intégrée dans les stratégies d'entreprises (Koleva/Gherib 2012). Par exemple, il y a un important déficit en termes d'opportunités d'apprentissage tout au long de la vie, y compris les connaissances socioécologiques pour les employés dans la majorité des entreprises privées et publiques.

■ 4. Définitions, objectifs, discours et stratégies des acteurs politiques

La transformation écologique et sociale est surtout évoquée par une poignée d'acteurs institutionnels et d'organisations de la société civile impliqués dans le domaine. L'État doit agir en qualité d'organe organisateur et de façon responsable sur les plans social et écologique. Des questions clés autour de la transformation sociale et écologique doivent avoir lieu à l'échelon local et communautaire. Par conséquent, les résultats des élections locales seront déterminants pour la poursuite de cette transformation. Les élections municipales, reportées à plusieurs reprises et prévues pour mars 2018, devraient permettre de recentrer le processus de transition démocratique à une échelle plus locale. Sur le plan de la stratégie écologique, les partis politiques (près de 210) n'avancent aucun concept convaincant et sont à ce titre critiqués par les organisations de la société civile.¹³ Ces dernières critiquent en particulier le fait que les objectifs de l'Agenda 2030 ne sont pas mis en œuvre.

Après la révolution tunisienne, le nombre d'organisations de la société civile a rapidement augmenté, mais beaucoup de ces ONG n'ont pas survécu, certaines ont même disparu. En ce qui concerne la transformation sociale et écologique, il n'y avait aucune stratégie commune ou de mobilisation conjointe des ONG lors de la phase post-révolutionnaire. Ceci était, entre autres, en raison du manque d'expérience, mais aussi parce que d'autres thématiques étaient prioritaires (la mobilisation de la société civile contre le gouvernement de troïka en 2013). En attendant, il y a eu quelques tentatives de certaines ONG sociales et écologiques d'unir leurs forces. Un **premier congrès des mouvements sociaux** a eu lieu en mars 2017 après un cycle de rencontres thématiques régionales (à Nabeul), réunissant une centaine d'associations, pour débattre d'un modèle de développement économique et social alternatif.¹⁴ Parmi les principales ONG organisatrices figuraient : le Comité catholique contre la faim et pour le développement (**CCFD – Terre Solidaire**) et le **Forum Tunisien pour le Droits économiques et sociaux (FTDES)**. Ce dernier s'est engagé à structurer la coopération des mouvements sociaux au niveau national, mais il est aussi le fondateur d'un observatoire social tunisien (en 2013), et le coorganisateur du Forum Social Mondial à Tunis en 2013.¹⁵ Le FTDES qui existait déjà avant 2011, possède une longue expérience en matière d'activisme social et a joué un rôle déterminant dans la révolution tunisienne. Il rassemble par exemple le Comité de Soutien aux Populations du Bassin Minier (Redeyef), le Comité de Soutien aux Femmes Travaillant dans les Usines du Textile, les membres de la Ligue Tunisienne des Droits de l'Homme (LTDH) et les membres de l'UGTT.¹⁶

Les thèmes clés abordés par les ONG ayant pris part au premier congrès sont : la mobilisation des diplômés de l'enseignement supérieur (Union des Diplômés Chômeurs) pour chercher à obtenir des emplois mieux qualifiés, des perspectives professionnelles et de meilleures conditions de travail, mais aussi des protestations locales contre

la pollution industrielle ; la distribution d'eau, les droits des travailleurs dans le secteur privé et la formalisation des emplois précaires. Le congrès a permis d'intensifier l'échange d'informations et de créer des liens entre plusieurs initiatives locales. Il visait également une meilleure coordination et une dynamique commune, à définir un cadre unificateur basé sur les principes de la prise de décision horizontale, le renforcement du processus démocratique, la participation inclusive et l'indépendance des ONG. Il a été souligné que l'engagement environnemental se devait d'être réalisé par la mobilisation populaire, c'est-à-dire en « alliance » avec la population locale et les acteurs locaux.¹⁷ La **déclaration finale du congrès des mouvements sociaux** souligne l'interdépendance entre la question sociale et la justice écologique.¹⁸ La déclaration dresse une critique des politiques publiques, entreprises publiques et privées, et multinationales (exerçant dans les hydrocarbures, l'extraction du gaz de schiste) comme étant les premiers responsables de la pollution du triangle du phosphate (Gafsa – Sfax – Gabès) et elle demande un accès plus juste et équitable à l'eau (salubre) et à la terre.

Pour les ONG comme **CCFD-Terre Solidaire** ou **Nomad08**, **l'accès à la terre et à l'eau est l'une des principales préoccupations locales**, alors que le collectif **Stop Pollution** est engagé principalement pour sauver le Golf de Gabès. L'association **Zero Waste Tunisie** ou « Tunisie Recyclage » (fondée en 2014) s'est engagée à réduire la production de déchets, recycler, réutiliser, éviter d'acheter des produits emballés et à composter les déchets. Cette ONG a notamment mené une campagne anti-gaspillage durant le Ramadan 2016 afin de sensibiliser la population sur les 30 % de nourriture jetée après le *ftour* et s'est rendue dans les écoles pour sensibiliser les enfants et les élèves à ce problème. Selon l'Institut national de la statistique (INS), chaque citoyen tunisien perd chaque mois environ 68 TND par gaspillage alimentaire, ce qui représente 18 % du budget d'alimentation du citoyen moyen.¹⁹ Ces ONG et d'autres critiquent l'État d'avoir refusé de négocier avec les mouvements sociaux. Ils reprochent à l'État de vouloir les diviser, par exemple en proposant des emplois ou en aidant personnellement des militants de premier plan, ou en encore en voulant criminaliser les mouvements sociaux en les poursuivant en justice. Cependant, nombreuses sont les ONG qui n'ont ni de canal de communication avec l'État, ni le soutien de la population : La transformation écologique reste une préoccupation mineure.

La seule question qui retient l'attention d'un plus grand nombre de personnes est celle de la mauvaise gestion des déchets, car la plupart des citoyens sont concernés au quotidien par ce problème. Cependant, ces préoccupations ne vont souvent pas au-delà de l'intérêt personnel et le système public de tri des déchets ne fonctionne pas du tout. Une forme d'environnementalisme post-révolutionnaire urbain a vu le jour, tirée par les classes moyennes et supérieures, lesquelles se sentent quotidiennement agressées par la pollution visible et de proximité, mais sans pour autant aborder les problèmes écologiques substantiels d'une manière plus complète et fondamentale (Ayeb 2016).²⁰ En parallèle, les populations pauvres continuent d'être exposées à des risques invisibles pour l'environnement et la santé, par exemple dans les zones populaires de la périphérie de Tunis, en raison d'une gestion lacunaire des eaux et des déchets (Saida Mannoubia, Mellassine, Sidi Hassine, Lac Sijoumi) ou encore les populations vivant à proximité des sites industriels pharmaceutiques de Gabès (nombreux cas de cancer et autres maladies). Une approche plus structurelle et substantielle est nécessaire pour résoudre ces problèmes écologiques, notamment une révision critique des politiques agricoles et industrielles, pour aller plus loin que le simple problème des déchets (Ayeb 2016).

17 <http://www.tunivisions.net/71632/article/declaration-des-mouvements-socio-environnementaux-en-tunisie.tnv> (16.8.2017).

18 <http://www.tunivisions.net/71632/article/declaration-des-mouvements-socio-environnementaux-en-tunisie.tnv> (16.8.2017).

19 <https://nawaat.org/portail/2017/04/07/et-si-on-reduisait-nos-dechets/>

20 http://www.huffpostmaghreb.com/habib-ayeb/lecologie-en-tunisie-entr_b_9304348.html (25.8.2017).

13 Le petit parti vert et le front populaire sont particulièrement concernés par la transformation sociale et écologique, mais à en croire les acteurs de la société civile interrogés, ils ne sont pas une force motrice et se limitent au discours sur un plan purement théorique.

14 <http://ccfd-terresolidaire.org/infos/developpement/en-tunisie-les-5816> (15.8.2017).

15 <http://ccfd-terresolidaire.org/projets/mediterranee/tunisie/creation-d-un-4371> (15.8.2017).

16 <http://ccfd-terresolidaire.org/projets/mediterranee/tunisie/creation-d-un-4371> (15.8.2017).

■ 5. Conclusion : Propositions de solutions socioécologiques alternatives conduisant à une économie durable et juste

Le **modèle de développement** actuel, qui n'est qu'une continuité de celui de la période pré-révolutionnaire, a des répercussions néfastes sur les ressources naturelles et les conditions de vie de la population. Sous le régime de Ben Ali, le modèle de développement était principalement axé sur la croissance économique et les industries d'exportation, tandis que les conditions et les conséquences environnementales et sociales étaient totalement négligées. Les nouvelles **politiques de développement** devraient plutôt viser la croissance sociale, laquelle se base sur l'écologie sociale et le développement plus poussé des énergies renouvelables, plutôt que sur la seule croissance économique. Elles devraient notamment cibler la protection des ressources naturelles en les définissant comme « biens communs » dans la constitution, la protection du travail des petits paysans, l'accès aux ressources agricoles, hydriques et foncières pour les petits paysans (en particulier les femmes), ainsi qu'une surimposition associée à l'utilisation des ressources hydrauliques pour des productions spéculatives (Ayebe 2017). D'autres approches et propositions pour redéfinir les politiques de développement comprennent : une pénalisation systématique des pollueurs, une taxe environnementale dans le secteur du tourisme, de l'eau potable pour tous (les besoins quotidiens moyens sont estimés à environ 50 litres par personne) et des tranches de tarifs au-delà de ce palier, ou encore des transports publics « verts » (Ayebe 2017). Pour ce type de réorientation fondamentale des politiques de développement, il faudrait mettre en place un projet social écologique ambitieux, global, visible et volontariste, ce qui n'est pas le cas des partis politiques écologiques actuels en Tunisie (Ayebe 2017). Pour relever les défis sociaux majeurs tels que le chômage des jeunes, l'exclusion sociale et les déséquilibres régionaux liés aux problèmes écologiques susmentionnés, la politique publique tunisienne doit repenser sa politique économique et industrielle, ainsi que sa politique sociale et en matière d'emploi (Schäfer 2018).

En ce qui concerne la **transition énergétique**, la Tunisie investit déjà dans le développement du secteur des énergies renouvelables, mais une stratégie énergétique globale pourrait s'avérer utile, ainsi qu'un encouragement plus fort de la production énergétique domestique et privée ainsi qu'une augmentation progressive du secteur privé sur le marché de l'électricité. Cependant, des solutions alternatives pourraient prendre la forme d'une transition plus draconienne en matière d'utilisation des combustibles fossiles au profit des énergies renouvelables, et un changement des habitudes de production et de consommation, des produits très énergivores au profit de services renforçant les ressources et les capacités humaines (Kowalski et coll. 2012). La consommation de produits d'origine animale pourrait être réduite par un changement dans les habitudes alimentaires. Un changement institutionnel vers des infrastructures nécessitant peu d'entretien et une réduction de la consommation d'énergie pourraient être mis en œuvre en améliorant l'efficacité énergétique et en adoptant des habitudes plus économes. L'utilisation de matières premières pourrait être réduite par l'amélioration de l'efficacité, du recyclage, la réduction de la consommation, la conception repensée de produits, en évitant de créer des déchets (ménagers, miniers ou autres) (Kowalski et coll. 2012).

Le **dialogue entre l'État et les mouvements sociaux à l'échelon local** pourrait s'intensifier après les élections locales prévues en mars 2018. Jusqu'à présent, les ONG reprochent à l'État d'être souvent absent de la scène locale. Les décisions sont souvent retardées jusqu'à ce qu'un ministre se présente sur le terrain, ce qui survient rarement. Certaines ONG ont également fait des expériences positives de coopération avec les autorités locales (par exemple, en parvenant à ce qu'un maire soit désigné en poste par intérim), poste toutefois

obtenu à travers des relations personnelles, sans compter que ces représentants provisoires ont peu de pouvoir décisionnel.²¹ Il faut aussi tenir compte du fait que la société civile est progressivement en train de se recomposer et que le secteur économique privé cherche à obtenir un nouveau compromis social. Par exemple, le fait d'accroître la responsabilité sociale des entreprises, selon une participation plus forte, exige l'implication de l'État ainsi qu'une nouvelle répartition des tâches et responsabilités entre l'État et les entreprises en matière de développement durable (Koleva/Gherib 2012). Mais pour mettre en œuvre une nouvelle répartition des tâches, il faut également adopter des réglementations et des lois nationales. Selon la déclaration finale du congrès des mouvements sociaux de 2017, il faut redéfinir le modèle de développement sur la base de la compréhension que la justice sociale ne peut exister sans justice environnementale.²² Les ONG socioécologiques demandent au gouvernement un renforcement de leur volonté politique, un nouveau cadre législatif concrétisant les articles 44 et 45 de la Constitution, et demandent une sanction systématique et constante des crimes contre l'environnement. Ces ONG sont plus ou moins d'accord quant à la compréhension de « responsabilité partagée » entre les générations, à l'importance d'un nouvel état, à la compréhension civique des « biens communs », et à la responsabilité de l'État, telle que celle définie par le conseil scientifique allemand « Wissenschaftlicher Beirat der Bundesregierung Globale Umweltveränderungen (WBGU) » (WBGU 2017 : 6-7). Selon les organisations de la société civile, les campagnes de sensibilisation ne suffisent pas. Les moyens et les instruments pratiques et concrets pour mettre en œuvre la gestion durable des déchets font tout simplement défaut. Bien que les citoyens soient motivés, le tri des déchets ne fonctionne pas en raison de lacunes dans le système récupération des déchets.

C'est pourquoi les organisations de la société civile exigent une stratégie gouvernementale plus inclusive, globale, et fondée sur l'écologie sociale.

21 Entretien avec un représentant d'une ONG, 22.8.2017.

22 <http://www.tunivisions.net/71632/article/declaration-des-mouvements-socio-environnementaux-en-tunisie.tnv> (16.8.2017).



■ Liste des références

Anderson, Lisa (1986) : *The State and Social Transformation in Tunisia and Libya, 1830–1980*. Princeton, N.J.: Princeton University Press.

Aouani, Mohamed el- (1970): Les populations rurales de la région de Tunis. In: *Revue Tunisienne des Sciences Sociales*, 7, pp. 39-90.

Ayeb, Habib (2011) : *Social and political geography of the Tunisian revolution: The alfa grass revolution*. *Review of African Political Economy* 38 (129): 467–79.

Benalouache, N. (2013) : Une mise à l'épreuve des politiques énergétiques tunisiennes : diffusions et territorialisation de l'usage domestique de l'énergie solaire en milieu urbain. *Environnement Urbain/Urban Environment* 7: 116 – 32.

Ben Romdhane, Mahmoud (2011) : *Tunisie : État, économie et société*, Tunis, Sud éditions.

Chahed, Jamel/Besbes, Mustapha/Hamdane, Abdelkader (2010): *Water scarcity and food security: A global assessment of water potentiality in Tunisia*. In: Martinez-Cortina, Luis et al (eds.): *Re-thinking Water and Food Security*. London: CRC Press, Taylor and Francis, pp. 33–52.

Denieuil P.-N., Mohamed M. (eds.) (2011): *Entrepreneurs maghrébins, Terrains en développement*, Paris, Karthala, (coll. « Hommes et sociétés »).

Fischer-Kowalski, Marina, et al. (2012): *Socio-ecological transitions: definition, dynamics and related global scenarios*. NEUJOBS State of the art report 6.

Koleva, P./Gherib, J. (2012) : La responsabilité sociale des entreprises en Tunisie : une lecture institutionnaliste. *Revue Tiers Monde*, 212, (4), 83-99.

Magdoff, F./Williams, C. (2017): *Creating an Ecological Society: Toward a Revolutionary Transformation*. NYU Press.

Madyouni, Z. (2013): *Landscapes between conservation and development: Negotiating infrastructure development in agglomerations in mountainous areas in the Northwest of Tunisia* (Doctoral dissertation, University of Stuttgart).

Meadowcroft, J. (2009): *What about the politics? Sustainable development, transition management, and long-term energy transitions*. *Policy Sciences* 42 (4): 323–40.

M'Rad, Hatem (2015) : *La gouvernance : entre le citoyen et le politique*. Paris : L'Harmattan.

Mühlberger, W. (ed.) (2017): *Transformation in Tunisia: The First Five Years*. EuroMeSCo Joint Policy Study No. 5, Barcelona: IEMed,

Pahl-Wostl, C./Hare, M. (2004): *Processes of social learning in integrated resources management*. *Journal of Community & Applied Social Psychology*, 14 (3), 193–206.

Bénédicte Veyrac-Ben Ahmed, Slaheddine Abdedayem (2017) : *Oases in Southern Tunisia: The End or the Renewal of a Clever Human Invention?* In: Lavie, Emilie/Marshall, Anais (2017): *Oases and Globalization. Ruptures and Continuities*, Cham: Springer Link, p.3-16.

Redissi, Hamadi et al (2016) : *La Tunisie en Transition. Des élections au dialogue national (2011-2014)*. Tunis : Diwen Editions.

Rocher, Laurence/Verdeil, Eric (2013): *Energy Transition and Revolution in Tunisia: Politics and Spatiality*. In: *The Arab World Geographer*, Vol. 16, no. 3, pp. 277-xx.

Sahtout, N. 2012. *Les actions urbaines de maîtrise de l'énergie en Tunisie*. Unpublished postdoctoral report, Institut de recherche sur le Maghreb contemporain, Tunis.

Schäfer, Isabel (2018): *Political Revolt and Youth Unemployment in Tunisia*. New York: Palgrave.

Schäfer, Isabel (2016): *The Renewable Energy Sector and Youth Employment in Algeria, Libya, Morocco and Tunisia*. Tunis: African Development Bank.

Schäfer, Isabel (2015): *The Tunisian Transition*, EuroMeSCo Working Paper. Barcelona: IEMed/EuroMeSCo.

Strbac, G./Pudjianto, D./Hewicker, C. (2012) : *Intégration de la centrale solaire thermique de la Tunisie au réseau électrique européen*. Executive summary. London : Imperial College London / KEMA.

Verdeil, E. (2011): *Post-politics, Post-democracy and the Environment*.

Yousfi, Hela (2015): *UGTT, une passion tunisienne*. Tunis : IRMC/Karthala.

■ Liste des entretiens

Abdedayem, Amin, ingénieur agronome (économie), Réseau Associatif de Développement Durable des Oasis (RADD), Association de Sauvegarde de l'Oasis de Chenini, 22.8.2017.

Attia, Nidhal, Militant écologiste, Association Réseau Alternatif des Jeunes (RAJ), 21.8.2017.

Belmasguem, Noura, Militante écologiste, Association Dream in Tunisia, 22.8.2017.

Gana, Alia, Chercheuse, Tunis, 13.9.2017.

Hamdi, Housseem, Association Tunisie Recyclage, 23.8.2017.

Krichen, Soraya, Militante, Front Populaire, 8.9.2016.

Limem, Mohamed, Chercheur, Tunis, 13.9.2017.

Maget, Franz, Diplomate, Tunis, 13.9.2017

Mansar, Adnen, Secrétaire général, party Al Irada, Tunis, 30.8.2016.

Mansour, Samia, Économiste, UNDP, Tunis, 14.9.2017.

Redissi, Hamadi, Professeur – Chercheur, Tunis, 12.9.2017.



Édité par : Fondation Heinrich Böll
Afrique du Nord - RABAT
Auteur : Isabel Schäfer
Imprimerie et design : Grapho pub (Novembre 2017)

 **HEINRICH BÖLL STIFTUNG**
AFRIQUE DU NORD RABAT
شمال إفريقيا الرباط

**S'engager est la seule manière
de rester en contact avec la réalité**